



UCIJ2023

UNI-ES CONTRE  
L'IMMIGRATION  
JETABLE

APPEL POUR UNE POLITIQUE  
MIGRATOIRE  
D'ACCUEIL

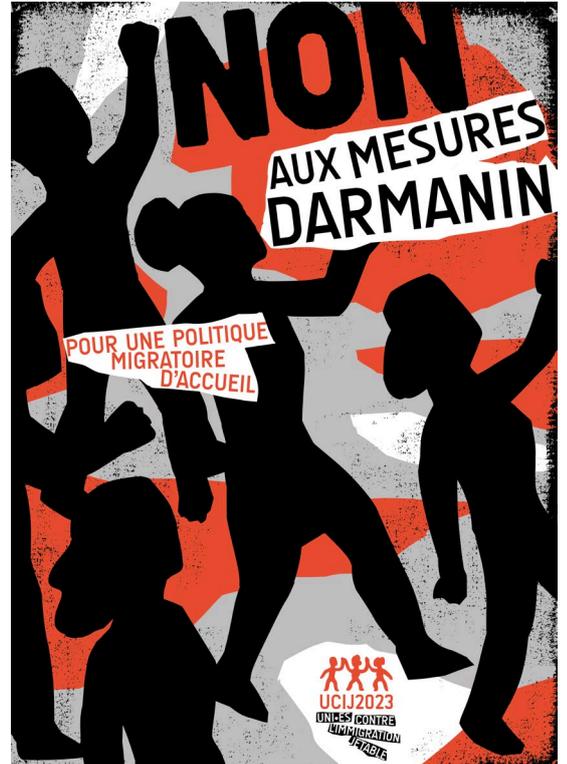
LE 26 AOÛT  
COMMÉMORATION  
de l'EXPLUSION  
DE L'ÉGLISE SAINT-BERNARD  
À PARIS EN 1996 !

REFUSONS

# LE NOUVEAU PROJET DE LOI ASILE ET IMMIGRATION NON À LA LOI DARMANIN !

» Le 23 août 1996, la police expulse violemment les Sans Papiers qui occupent, avec le soutien du prêtre de la paroisse, l'église Saint Bernard depuis 8 semaines. 220 personnes dont 54 femmes et 68 enfants ont été interpellées suivies de 73 régularisations immédiates et "seulement" 8 expulsions. Cette mobilisation majeure, qui durait depuis plusieurs mois, a permis de mettre en lumière la situation dramatique que vivaient et vivent encore de nombreux-euses femmes, enfants et hommes en exil dans notre pays. Cet événement, marqué par l'attaque à la hache d'une porte de l'église, a suscité un large soutien de la population et de vives réactions au-delà du territoire national.

» Aujourd'hui le gouvernement poursuit cette même logique en déposant un énième projet de loi qui va encore aggraver la situation des étranger-e-s. Ce projet, à l'inverse d'une logique d'accueil et de respect de la dignité et des droits, ne fera qu'accentuer la répression déjà très importante et précariser encore davantage tou-te-s les étranger-e-s vivant sur le territoire, quel que soit leur statut. La surenchère à laquelle se livre de surcroît les Républicains conduit à multiplier la reprise de propositions directement issues du programme de l'extrême droite telle que la suppression de l'AME (aide médicale d'Etat).



L'UCIJ APPELLE À SE MOBILISER PARTOUT SUR LE TERRITOIRE LE 26 AOÛT 2023  
CONTRE LA LOI DARMANIN À L'OCCASION DE LA COMMÉMORATION  
DE L'EXPULSION DES SANS-PAPIERS DE L'ÉGLISE SAINT-BERNARD À PARIS EN 1996

VENEZ REJOINDRE LA MANIFESTATION DE PARIS  
DÉPART À 15H DE RÉPUBLIQUE

Le projet de loi de Darmanin sur l'asile et l'immigration s'inscrit dans une politique plus générale de mise en cause croissante des droits et des libertés. Dans un contexte de crise sociale et démocratique, le gouvernement impose ses contre-réformes. La répression est la seule réponse apportée aux mobilisations pour l'égalité des droits et contre ces politiques antisociales. Les luttes des Sans Papiers comme les révoltes des quartiers populaires contre les violences policières pâtissent particulièrement de ce climat délétère en raison du racisme systémique qui se surajoute.

A l'appel des collectifs de Sans Papiers, une commémoration de l'attaque de l'église Saint Bernard a lieu chaque année. La mobilisation du 26 août 2023 rendra hommage à Madjiguène CISSE et Monseigneur Jacques GAILLOT, figures importantes du mouvement de 1996, qui nous ont quitté-e-s cette année.



APPEL POUR UNE POLITIQUE  
MIGRATOIRE  
D'ACCUEIL

MOBILISATION  
NATIONALE  
LE 26 AOÛT

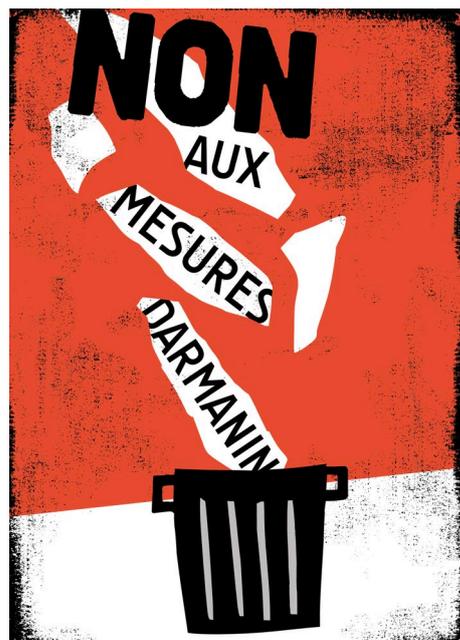
Le collectif *Uni.e.s Contre l'Immigration Jetable* (UCIJ 2023) s'oppose à la politique discriminatoire du gouvernement, fondée prioritairement sur le soupçon et la répression en matière de migration et d'asile. Il revendique une politique migratoire d'accueil digne et le respect des droits de toutes et tous.

# APPEL «UNI-E-S CONTRE L'IMMIGRATION JETABLE !»

## NOUS REFUSONS LE NOUVEAU PROJET DE LOI ASILE ET IMMIGRATION. **NON À LA LOI DARMANIN !**

Le nouveau projet de loi Asile & Immigration du gouvernement conduit à une négation radicale des droits fondamentaux des migrant-es. Il a pour objectif de graver dans le marbre et de radicaliser les pratiques préfectorales arbitraires et répressives : systématisation des OQTF et des IRTF, dans la suite des instructions déjà prises pour augmenter les assignations à résidence et le nombre de Centre et Locaux de Rétention Administrative.

Le projet s'inscrit délibérément dans une vision utilitariste et répressive dont témoigne l'obsession des expulsions et l'inscription des sans-papiers au fichier des personnes recherchées. Les migrant-es sont déshumanisé-e-s et considéré-e-s uniquement comme de la main d'œuvre potentielle, qui n'a droit qu'à des propositions de régularisations précaires, limitées aux métiers dits «en tension». Alors que la dématérialisation prive de l'accès au séjour de nombreux étranger-es, le droit du séjour et le droit d'asile vont être encore plus restreints. Le projet prévoit des moyens pour empêcher d'accéder ou de rester sur le territoire, au lieu de les utiliser pour accueillir dignement celles et ceux qui fuient la guerre, les persécutions, la misère ou les conséquences du dérèglement climatique... Les droits protégés par les conventions internationales sont de plus en plus bafoués (asile, droit de vivre en famille, accueil des



UCIJ AUX UNIVERSITÉS D'ÉTÉ  
DES MOUVEMENTS SOCIAUX  
ET DES SOLIDARITÉS  
À BOBIGNY (93)

Programme jeudi 24 août  
de 9h30 à 11h45  
Salle R37

Ateliers **Migrations** : Uni-e-s contre  
l'immigration jetable, pour une poli-  
tique migratoire d'accueil

**ÉTAT DES LIEUX ET MOBILISATIONS**

L'atelier fera l'état des lieux des mobilisa-  
tions et des alternatives pour une autre  
politique migratoire d'accueil

femmes et des personnes  
LGBTIA+ victimes de vio-  
lences...) y compris ceux des  
enfants (enfermement, non-  
respect de la présomption  
de minorité, séparation des parents...). Les droits des étranger-es  
sont de plus en plus précarisés. L'attaque s'inscrit dans l'agenda  
global du gouvernement : chômage, retraites, logement, santé...

En 2006 déjà, nous étions uni-e-s contre l'immigration jetable, nous  
appelons donc à nous mobiliser contre cette réforme qui, si elle  
était adoptée, accentuerait encore le fait que les étranger-es en  
France sont considéré-e-s comme une population de seconde zone,  
privée de droits, précarisée et livrée à l'arbitraire du patronat, de  
l'administration et du pouvoir. Il est de la responsabilité de nos  
organisations, associations, collectifs et syndicats de réagir.

L'UCIJ APPELLE À UNE MOBILISATION NATIONALE LA PLUS LARGE POSSIBLE LE 26 AOÛT 2023  
SUR TOUT LE TERRITOIRE CONTRE LA LOI DARMANIN À L'OCCASION DE LA COMMÉMORATION  
DE L'EXPULSION DES SANS-PAPIERS DE L'ÉGLISE SAINT-BERNARD À PARIS EN 1996